

Déclarations et Discours

Nº 81/29

L'ÉDUCATION ET LE PROGRÈS DANS LE MONDE

Discours de M. Marcel Massé, président de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), au Congrès de l'Association canadienne d'éducation, Saskatoon (Saskatchewan), le 25 septembre 1981.

...Je me propose d'aborder deux grandes questions avec vous. La première concerne le rôle de l'éducation en tant que facteur de progrès dans notre monde actuel — plus précisément dans les pays en voie de développement où vivent la plupart de nos semblables et où la plus grande partie des misères humaines persistent toujours d'une année à l'autre, d'une génération à l'autre. L'autre thème, auquel j'attache la plus grande importance, est la sensibilisation au développement dans nos propres écoles. J'entends par là la façon dont nos enfants apprendront à connaître des questions aussi graves que le tiers monde, le développement international, la faim ou la pauvreté sur la terre.

Le progrès dans le monde

Bien de l'eau a coulé sous les ponts depuis l'époque où les détracteurs de l'éducation affirmaient ouvertement que l'alphabétisation était un luxe inutile. Nous avons fait des pas de géant dans ce domaine, peut-être justement en partie parce que l'éducation a toujours suscité des controverses. En effet, les opinions diffèrent sur ce qu'elle représente exactement, sur la façon dont elle doit être dispensée, ou sur son utilité. Mais, chose certaine, tout le monde veut y avoir accès, et surtout, tout le monde veut en faire bénéficier ses enfants.

À l'échelle mondiale, les faits révèlent que nous sommes, tout à la fois, en train de gagner et de perdre la course. D'une part, des efforts immenses sont déployés : dans le monde en développement, entre 1960 et 1975, les inscriptions ont doublé dans les écoles primaires et, d'après l'Unesco (United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization), le nombre des enfants de 6 à 11 ans non inscrits à l'école est tombé de 212 millions en 1970, à 121 millions en 1975. Pour la première fois, plus de la moitié des enfants du tiers monde appartenant à ce groupe d'âges vont à l'école, et pour la première fois notre planète compte un nombre plus grand d'alphabétisés que d'illettrés. C'est là plus qu'un simple pas en avant : c'est l'histoire, dans l'un de ses aspects les plus consolants, qui s'écrit imperceptiblement, jour après jour.

Mais toute médaille à son revers. Même si, en pourcentage, le terrain gagné est considérable, chaque année la masse des illettrés continue de grossir. Entre 1960 et 1970, dans le monde en voie de développement, le nombre absolu d'hommes analphabètes a augmenté de 11 millions, tandis que, chez les femmes, la marge d'accroissement atteignait le chiffre alarmant de 44 millions. Ce ne sont là que quelques données quantitatives, mais nous savons tous que, par surcroît, de nombreux facteurs qualitatifs viennent assombrir profondément le tableau.

Dans beaucoup de pays en voie de développement, les systèmes d'éducation font gravement défaut : fondés sur des modèles coloniaux qui sont loin de convenir, ils sont parfois en outre complètement négligés sur le plan financier. Nous sommes tous

au courant du fossé profond qui existe souvent entre l'enseignement dispensé, d'un côté et les besoins réels, de l'autre. Cet écart a pour résultat de laisser sans emploi des milliers de jeunes qui ont acquis leurs diplômes au prix d'efforts énormes, tandis que le développement de leur pays se trouve paralysé par l'absence de techniciens et de gestionnaires compétents et par le manque de spécialistes dans les secteurs essentiels de l'économie. Nous avons tous entendu parler de l'exode des cerveaux du tiers monde, provoqué en partie par les débouchés qui s'offrent aux étudiants en stage dans les pays donateurs. Et ceux d'entre nous qui avons été personnellement en contact avec des cas de ce genre avons pu toucher du doigt les impérieuses motivations personnelles qui sont en cause. Nous savons donc à quel point les aspirations individuelles peuvent entrer en conflit avec les besoins nationaux.

Mais, abordant la question sous un angle plus philosophique, nous devons également nous demander si l'éducation et l'instruction scolaire, prise au sens étroit que nous lui donnons généralement, sont essentiellement une seule et même chose, ou si au contraire elles n'entrent pas parfois en conflit. Les attaques des critiques contemporains comme Ivan Illich et Paulo Freire nous semblent peut-être impitoyables. Mais leurs analyses acerbes ont souvent fait vibrer la corde sensible chez les éducateurs et mis en lumière beaucoup de côtés dérisoires et arbitraires des approches traditionnelles — surtout si nous songeons que le monde n'aura jamais les richesses et les ressources qu'il faudrait pour dispenser à tous les enfants une éducation à l'occidentale.

Des progrès ont été accomplis Néanmoins, il reste vrai que des progrès ont été accomplis au cours des trente dernières années et que les populations du tiers monde ont réussi, malgré de cruels handicaps et d'innombrables échecs, à relever leur niveau de vie par rapport à ce qu'il était autrefois. Que les gens y vivent plus longtemps en est la preuve la plus convaincante : tout d'abord les maladies sont maîtrisées dans une certaine mesure, la salubrité s'est améliorée, la mortalité infantile a baissé d'environ 20 p. 100 au cours des années 60 et 70, et l'espérance de vie globale dans le monde en voie de développement a fait, au cours de ces deux décennies, des progrès équivalents à ceux réalisés en un siècle dans les pays industrialisés. Une autre étape importante a été franchie récemment lorsque l'Organisation mondiale de la santé a annoncé que la variole, cette maladie mortelle, avait été totalement éliminée de la surface de la terre. Une telle victoire n'a été rendue possible que par une concertation intelligente des efforts à l'échelle mondiale en vue de se débarrasser de ce fléau séculaire.

À mon sens, il est extrêmement important que nous reconnaissions le rôle crucial de l'éducation dans tous les aspects du développement. Les gens du tiers monde le savent : quelque direction que prenne la vie des individus, l'éducation offre au bout du compte le meilleur espoir de trouver un emploi sérieux, même si elle leur permet seulement de se tailler une place modeste dans le secteur économique moderne de leur pays. Les faits nous ont également appris qu'au-delà du secteur moderne, l'éducation est indispensable à la masse de la population qui tente de répondre à ses besoins essentiels. En effet, les personnes qui savent lire et compter tant soit peu sont mieux en mesure d'apprendre de nouvelles techniques agricoles ou de nouvelles méthodes d'assainissement et de soins sanitaires, et par conséquent de tirer un meilleur parti des ressources qui sont à leur disposition. D'ailleurs, l'une des façons les plus efficaces d'abaisser les taux dangereusement élevés de croissance démographique consiste à

enseigner aux femmes à lire et à écrire : une fois qu'elles savent qu'il existe des moyens de mieux vivre, le changement devient possible. La véritable clé du développement réside sans doute dans l'effet de transformation que l'éducation exerce sur les personnes. En effet, l'analphabétisme ralentit l'auto-développement, réduit l'apport de chacun à la communauté et rend l'être humain dépendant et exposé à l'exploitation, tandis que l'éducation investit l'homme et la femme de capacités accrues, ouvre la porte à leurs talents cachés et canalise leur potentiel d'autonomie. " Je veux m'instruire ", déclarait un enfant du tiers monde en réponse aux questions d'un journaliste occidental, " parce que je veux cesser d'être seulement l'ombre des autres et devenir moi-même un être humain véritable."

Historique

Bien sûr, les gouvernements et les groupes bénévoles ont déjà déployé des efforts considérables pour l'éducation du tiers monde et, effectivement, des progrès immenses ont été accomplis. En ce qui concerne le Canada, l'histoire de la coopération dans le domaine de l'éducation débute il y a plus d'un siècle avec le travail de nos missionnaires. Toutefois, on peut dire que la période moderne remonte au début des années 50, soit à l'époque du Plan de Colombo. C'est en 1951, en effet, que les premiers stagiaires sont venus au Canada sous les auspices du gouvernement, et en 1955 qu'un premier enseignant canadien s'est rendu en Asie. Au cours des années 60, le nombre d'éducateurs a augmenté régulièrement, le Service universitaire canadien outre-mer (SUCO) est devenu l'une des grandes voies d'acheminement de l'aide éducationnelle, et l'attention s'est déplacée vers l'Afrique du Commonwealth et l'Afrique francophone où la pénurie d'enseignants était la plus criante.

Si les affectations d'éducateurs canadiens dans le tiers monde ne sont plus aussi nombreuses, l'influence de notre corps enseignant n'en est pas nécessairement réduite car, même si les pays en voie de développement ont cessé de demander à l'ACDI de leur envoyer des enseignants, ils sollicitent en revanche les services de nos spécialistes en formation pédagogique et en élaboration des programmes, ainsi que de nos experts techniques.

Nos bourses d'études et de formation à l'intention des étudiants prometteurs des pays du tiers monde ont également subi une transformation — du fait, notamment, qu'un lien beaucoup plus étroit existe désormais entre la formation dispensée au Canada et les besoins des projets de développement financés par l'ACDI, et qu'une bonne part de nos activités à cet égard sont maintenant axées sur les accords avec des pays tiers (c'est-à-dire que nous préférons souvent financer la formation des étudiants dans leur propre pays ou dans un autre pays en voie de développement, généralement situé dans la même région). Cette approche offre des avantages considérables, soit : d'amoindrir le choc culturel et les problèmes d'ajustement, d'assurer aux étudiants des cours mieux adaptés à leurs futures conditions de travail et de renforcer les centres de formation nationaux ou régionaux du tiers monde.

Au fil des ans, le Canada a parrainé dans le tiers monde tout un éventail de projets éducationnels. Je pense entre autres au centre de formation en métiers techniques d'Accra, au Ghana, dont la mise sur pied a été coordonnée par le ministère de l'Éducation de la Saskatchewan; au projet d'écoles intégrées en Thaïlande, soutenu par l'Université de l'Alberta; aux centres de vulgarisation et de formation pédagogique

situés dans de petites îles des Antilles; et même aux films qui apprennent les rudiments de l'hygiène aux populations rurales de l'Afrique. Je suis convaincu que tous ces efforts se sont révélés utiles et que leurs effets sont réels. Dans nos relations avec les pays en voie de développement, nous en sommes arrivés au stade où il nous est souvent donné de rencontrer des représentants et des dirigeants, y compris au moins un premier ministre, dont les carrières sont le prolongement d'une formation reçue au Canada ou dans le cadre de projets d'éducation financés par l'entremise de notre pays.

Entraves à la formation spécialisée

Il existe pourtant une ombre au tableau, qui mérite que l'on s'y arrête. Le tiers monde a toujours besoin de former un certain nombre de jeunes dans des disciplines enseignées uniquement dans les pays industrialisés. Ce besoin légitime est un des facteurs que les éducateurs canadiens devraient soupeser soigneusement lorsqu'il est question d'accueillir des étudiants étrangers, en d'autres termes, lorsque vient le moment de prendre des décisions concernant les différences de tarifs (relatifs aux frais d'inscriptions) qui peuvent empêcher des étudiants du tiers monde — exception faite de l'élite des nantis — de recevoir leur éducation au Canada, car ces différences limitent l'accès à une formation spécialisée souvent vitale pour le développement.

Au Canada, une partie importante des efforts visant à promouvoir l'éducation dans les pays en voie de développement ont été déployés à l'extérieur du programme d'aide gouvernemental, bien qu'ils aient souvent fait l'objet de l'appui et de l'admiration de l'ACDI. Les quelque 200 organisations bénévoles et institutions non gouvernementales engagées dans le développement international font un travail remarquable, réalisant chaque année de nombreux projets d'éducation à la base qui témoignent dans bien des cas d'un grand esprit d'innovation. Un de ces projets a particulièrement retenu l'attention ces derniers temps : parrainé par la compagnie Massey Ferguson et l'Université de Guelph avec l'assistance financière de l'ACDI, il consiste à utiliser la radio pour aider les agriculteurs des pays en voie de développement. Ainsi, George Atkins, ancien commentateur agricole au réseau anglais de Radio-Canada, enregistre des conseils pratiques à l'intention des agriculteurs et les envoie à des centaines de postes de radio diffusant dans la plupart des pays en voie de développement, dans le but de compléter les informations des programmes de vulgarisation et d'élargir les connaissances des petits agriculteurs.

L'oeuvre de la Fédération canadienne des enseignants

Parmi les centaines d'autres exemples qui pourraient être cités, j'aimerais souligner le travail accompli par la Fédération canadienne des enseignants. Depuis son lancement au Nigeria en 1962, "Project Overseas" a permis à plusieurs centaines d'enseignants canadiens d'entrer en contact direct avec les pays en voie de développement. Grâce à ce projet et à une variété d'autres initiatives, la Fédération a favorisé grandement l'amélioration de la compétence professionnelle des enseignants en Afrique, en Asie et dans les Antilles, tout en apportant aux Canadiens une connaissance plus approfondie des autres parties du monde. L'ACDI est fière d'y avoir apporté son concours et j'espère fermement qu'une telle collaboration se poursuivra et qu'elle saura encore susciter des idées neuves et des approches originales dans les années à venir.

La participation des universités et collèges

Je voudrais également souligner la participation de longue date des universités et collèges du Canada à nos efforts de développement international, aussi bien à titre d'agents d'exécution de nombreux projets de l'ACDI qu'en qualité d'organismes indépendants réalisant leurs propres projets. Le rôle joué par un nombre croissant d'universités et de collèges acquiert un tel poids que l'ACDI, dans la restructuration récente de son programme des organisations non gouvernementales, a fait en sorte qu'une plus grande attention soit accordée à ce secteur.

Les Canadiens continuent donc, comme par le passé, à apporter une contribution sensible et diversifiée au progrès de l'éducation dans le monde. Toutefois, nous ne pouvons nous reposer sur nos lauriers, puisque notre perception du but à atteindre et des moyens à mettre en oeuvre se modifie continuellement. Nous savons désormais, entre autres, que la meilleure façon d'aider le tiers monde ne consiste pas à reproduire nos systèmes en série dans une centaine de pays. Ceux-ci cherchent maintenant à obtenir une assistance plus spécialisée. Le Canada a donc tenté de répondre à cette demande en optant pour une aide plus concentrée, plus efficace dans le domaine de l'éducation. Il s'ensuit, bien sûr, que l'enseignant canadien a moins de chance d'apporter sa propre contribution et de travailler à l'étranger pour le compte de l'ACDI. Mais c'est un changement dont nous devrions nous réjouir parce qu'il signifie que les pays en voie de développement sont de plus en plus en mesure de répondre à leurs besoins et de dispenser l'instruction nécessaire à leur population.

Où devons-nous faire porter notre action? Vers quoi faut-il nous orienter? Bien entendu, nous avons encore besoin de nous pencher sur ce que les gens apprennent, sur la façon dont ils l'apprennent et sur les raisons pour lesquelles ils l'apprennent, afin d'expérimenter et d'innover intelligemment. Nous pourrons ainsi améliorer l'éducation dans les pays en voie de développement, et peut-être même aussi chez nous. Quant à l'ACDI, elle s'est attaquée de deux façons aux problèmes relevés dans ce domaine au cours des dernières années. Comme je l'ai mentionné, nous avons modifié nos prestations d'aide pour mettre davantage l'accent sur la formation des enseignants, répondre aux besoins en main-d'oeuvre, favoriser la formation en tiers pays, encourager la coopération régionale et contribuer à des modes d'éducation non scolaires. Parallèlement, nous avons repensé toute notre action dans ce secteur afin de tenir compte de l'immense étendue des besoins, de l'insuffisance des ressources disponibles et de la priorité à donner aux pays et aux populations les plus pauvres du monde.

J'estime que notre contribution à l'avancement de l'éducation dans le tiers monde doit désormais s'engager dans de nouveaux sentiers. Nous devons résister à la tentation insidieuse d'imposer nos valeurs et nos systèmes à ces pays qui sont en train d'échafauder leurs principes d'éducation, parce que nous pourrions leur causer beaucoup de tort aussi bien sur le plan économique que sur le plan culturel. Ils pourraient en effet se ruiner à essayer de reproduire les structures occidentales et se retrouver dans une situation où la construction de chaque nouvelle école absorberait une partie tellement considérable du maigre budget d'éducation qu'elle ne ferait qu'interdire toute possibilité d'instruction à des milliers d'individus. Nous risquerions aussi de substituer les puissantes valeurs de notre culture aux valeurs particulières de ces peuples qui doivent déterminer leur propre mode de développement, ce qui ne ferait que saper leur intégrité culturelle. Il ne faut donc pas sous-estimer le tort que nous pouvons causer. Comme le disait Mark Twain, le savon et l'instruction n'ont pas des conséquences aussi brusques que le massacre, mais ils sont plus mortels à long terme.

L'avenir

Il ne s'agit donc pas de donner de l'instruction à qui que ce soit, mais de faire preuve de sensibilité afin d'aider ces peuples à concevoir le genre d'éducation qui répondra à leurs besoins tels qu'ils les perçoivent. Nous pouvons mettre à leur disposition toute une gamme de ressources afin de les aider aux stades essentiels, pour que leur planification fasse entrer en ligne de compte tous les modes d'apprentissage, et pas seulement ceux du système scolaire; pour que leurs programmes d'études répondent aux besoins de leur milieu et s'appuient sur le principe que l'éducation est l'affaire de toute une vie; et pour que leur système d'éducation soit conçu de façon à être réellement accessible à la majorité des gens afin de leur donner au moins le minimum nécessaire pour participer à la vie de la collectivité et pouvoir élargir par la suite leurs connaissances.

Telle est la direction que j'entrevois pour notre programme d'assistance au secteur de l'éducation dans les années 80. La possibilité d'aider à créer de nouveaux modèles d'éducation en vue d'améliorer le sort de millions d'êtres défavorisés ne manquera certainement pas d'attirer tous ceux que ce secteur intéresse.

L'éducation est un facteur clé du développement

Permettez-moi de dire encore quelques mots sur mon principal sujet, soit le rôle de l'éducation dans le progrès mondial.

Je crois que nous abordons une période où l'éducation redeviendra un facteur clé du développement. Les analyses menées par la Banque mondiale ont à nouveau montré que les investissements d'ordre social, notamment dans le secteur de l'éducation, sont souvent plus rentables que les investissements dans les secteurs supposément inhérents à la croissance économique. En mettant l'accent sur le développement social et l'aide aux plus pauvres, les priorités que le Canada s'est données pour son programme d'aide aux pays du tiers monde ont ouvert la voie à de nouvelles initiatives de coopération dans le secteur de l'éducation. Ma vision personnelle de la tendance générale de la coopération au développement se résume à peu près à ceci : en trente années d'expérience, nous avons abandonné le modèle économique simpliste du début, nous avons approfondi pendant une décennie un modèle social de développement, et nous sommes maintenant en train de mettre au point ce que je décrirais comme étant un modèle culturel de développement fondé sur une bien meilleure compréhension de la réalité. Au stade où nous sommes parvenus, je crois que nous allons maintenant nous attacher à l'effet que le développement produit sur le mode de vie et les attitudes des personnes, sur leur état de santé et leur niveau d'instruction, sur leur capacité de mener leur vie comme elles l'entendent et sur leurs relations avec leur environnement. Nous devrons innover dans nos façons de comprendre les personnes, leur comportement et leurs idées. Par ailleurs, les planificateurs et les experts qui participeront à nos efforts de coopération devront désormais être beaucoup mieux préparés. L'éducation constituera certainement, et à plusieurs égards, le facteur clé au fur et à mesure que nous pourrons instaurer des formes de coopération qui répondent véritablement aux besoins culturels des nations en voie de développement. Notre programme d'aide nécessitera donc sans tarder la contribution et la compétence du secteur canadien de l'éducation.

Sensibilisation au développement

Je pourrais m'étendre indéfiniment sur les thèmes de la culture et de l'éducation du tiers monde en tant qu'éléments essentiels du progrès de l'humanité, parce que je

pressens au plus profond de moi-même qu'ils sont au coeur même de l'expérience humaine passée, présente et future. Je me permettrai plutôt de vous retenir encore quelques instants pour vous parler de l'autre volet de la question, à savoir la place que le développement occupe, ou devrait occuper, dans notre propre système d'éducation.

Le développement est une notion relativement nouvelle dans notre monde. Elle recouvre pourtant une très grande partie de la réalité que vivent les êtres humains dans la seconde moitié du vingtième siècle. Afin d'acquérir la dimension globale qui cimentera en un ensemble cohérent tous ses autres éléments, notre éducation devra prendre en compte la situation du tiers monde. Le progrès de l'éducation n'est que pure illusion si les jeunes d'aujourd'hui grandissent sans savoir comment vivent les trois quarts de leurs semblables.

De puissantes raisons nous poussent à nous pencher sur ce champ de connaissances nouveau et complexe. Nos jeunes gens habitent un monde où seulement une personne sur deux cents est citoyen canadien. Leur vie sera de plus en plus façonnée par l'inter-dépendance croissante entre ce qui se passe ici et ce qui se passe dans d'autres parties du monde considérées jusqu'ici comme très éloignées et plutôt mystérieuses — prenons le Vietnam, par exemple, ou l'Iran. Ils devront appréhender la réalité dans son ensemble pour pouvoir interpréter les événements et prendre de bonnes décisions.

Ceux qui, comme moi, travaillent à l'ACDI, sont à même de vivre la réalité la plus marquante et la plus saisissante de notre époque, c'est-à-dire le développement mondial, cette lutte de la majorité des habitants de la planète pour améliorer la qualité de leur vie. Nous savons que l'éducation, au Canada, relève des provinces. Nous avons donc scrupuleusement respecté ce champ de compétence provinciale et freiné l'impérieux désir de nous attaquer à cette tâche que nous considérons comme très urgente. Car nous comprenons aussi que la sensibilisation au développement est le seul moyen de nous assurer, à long terme, la compréhension et l'appui nécessaire de la part du public pour que nous puissions continuer à mettre en oeuvre un programme d'aide substantiel et adéquat.

À mon avis, le développement mondial aurait dû être intégré systématiquement au programme d'études des écoles canadiennes depuis au moins une dizaine d'années. Nous accusons d'ailleurs du retard par rapport à plusieurs pays européens sur ce point. Il est vrai que des enseignants, des groupes communautaires et des organismes non gouvernementaux ont déjà déployé des efforts dignes de mention. Les programmes d'études ont pu progresser dans certaines provinces grâce à l'intérêt général manifesté par les enseignants, au leadership dont ont fait preuve certains dirigeants et certaines universités, et à la présence manifeste du tiers monde dans les salles de classe, surtout dans les grandes villes. Nous avons même assisté récemment à la création d'un "Secrétariat de prospective" qui est chargé d'unifier et de compléter les efforts déployés pour sensibiliser les Canadiens, en particulier ceux qui n'ont pas encore été rejoints, aux relations Nord-Sud et à leurs répercussions sur notre avenir. Dans tout cela, l'ACDI est évidemment impatiente de faire sa part. Sans compter que le sujet est en lui-même riche sur le plan humain et fascinant à l'extrême en ce qu'il nous oblige à repenser constamment nos valeurs et notre perception de la vie en général.

Nous avons donc là un terrain d'éducation fertile pour y semer les graines d'une riche moisson. La question est de savoir comment on peut le mieux intégrer le thème du développement aux programmes de nos étudiants, et comment on peut le mieux favoriser ce processus d'intégration pour accomplir des projets marqués au cours des prochaines années. Un défi de taille se pose donc à nous tous aujourd'hui, à savoir : trouver les moyens de présenter à nos jeunes gens une image complète et vraie du monde qui les entoure.